



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 11/07/2023

Reçu en préfecture le 11/07/2023

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 076-217604479-20230705-M\_DL230703\_110-DE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt trois, le trois juillet à 19 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 27 juin 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 26**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Catherine OMONT, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 6**

Eric LE FEVRE donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Pascale GALAIS donne pouvoir à Nicolas SAJOUS  
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE  
Aline MARECHAL donne pouvoir à Virginie VANDAELE  
Aliké PERENDOUKOU donne pouvoir à Aurélien LECACHEUR  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**


Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## du 3 juillet 2023

Envoyé en préfecture le 11/07/2023  
Reçu en préfecture le 11/07/2023  
Publié le   
ID : 076-217604479-20230705-M\_DL230703\_110-DE

**M\_DL230703\_110**

### EDUCATION ENFANCE JEUNESSE - ADOPTION ET SIGNATURE DU NOUVEAU PROJET ÉDUCATIF TERRITORIAL ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET SES PARTENAIRES

**Madame Fabienne MALANDAIN, Adjointe au Maire** – Le Projet Éducatif Territorial de la ville de Montivilliers est un cadre contractuel avec l'État qui fixe les orientations de l'ensemble de la communauté éducative du territoire en direction des enfants et des jeunes de 3 à 17 ans.

Le PEdT est un cadre partenarial matérialisé par une convention, elle-même signée par le Maire, le Préfet, l'Inspecteur d'Académie, et le cas échéant par le directeur de la Caisse d'Allocations Familiales et de la Mutualité sociale agricole, lorsque les accueils de loisirs déclarés sont éligibles aux aides et prestations de la branche famille.

Évolutif et dynamique, le PEdT permet de s'interroger sur des actions à entreprendre pour répondre au plus près aux besoins des enfants et des familles. Il s'inscrit dans une démarche partenariale affirmée entre la ville, l'Éducation nationale, les services de l'État, la CAF, les associations et les représentants des parents d'élèves.

Après deux PEdT élaborés en 2014 et 2017, la réflexion s'est poursuivie, depuis 2020, avec l'Éducation nationale et les différents partenaires, via un PEdT nommé Projet Éducatif Montivillon.

Pour les trois prochaines années, la ville de Montivilliers souhaite réaffirmer son ambition éducative auprès des jeunes et a réécrit, en concertation avec la communauté éducative, un projet.

Le diagnostic, les objectifs et le plan d'actions ont été construits sur la base de la réflexion entre la collectivité et l'Éducation nationale. L'objectif est de mobiliser toutes les ressources du territoire afin de garantir la continuité éducative entre les projets d'écoles et les différentes activités proposées sur le temps scolaire et hors temps scolaire.

Le dispositif se doit de déterminer les enjeux prioritaires pour les usagers. Il identifie les attentes et les moyens des différentes structures.

Le projet éducatif fixe les orientations pour les prochaines années, à savoir l'amélioration de la prise en charge des enfants et une meilleure articulation des différents temps de la journée.

Compte tenu des actions éducatives développées depuis de nombreuses années tant au niveau scolaire que périscolaire, le nouveau PEdT s'appuie sur les activités périscolaires existantes mais également sur la possibilité de s'inscrire sur le dispositif Plan mercredi.

Les enjeux :

- Affirmer une ambition éducative sur le territoire et traduire la volonté de la collectivité ;
- Faire de l'Éducation une problématique partagée par tous les acteurs du territoire ;
- Avoir une approche partagée et cohérente des temps et rythmes des enfants et des jeunes ;
- Favoriser les échanges avec les familles : information, concertation, communication, ... ;
- Apporter des réponses cohérentes aux enfants et aux jeunes et à leurs familles ;
- Contribuer à l'échelle du territoire à la réussite et à l'épanouissement des enfants et des jeunes.

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Les objectifs éducatifs du PEdT partagés par les partenaires :

- Promouvoir l'égalité des chances et lutter contre les discriminations ;
- Renforcer la participation des acteurs et la cohérence éducative autour des besoins de l'Enfant et du Jeune ;
- Faciliter la place des parents au sein du parcours éducatif de leurs enfants et développer le soutien à la parentalité ;
- Promouvoir l'éducation à l'environnement, au développement durable, aux transitions écologiques et à la citoyenneté ;
- Accompagner les enfants et les jeunes vers la maîtrise du monde numérique et technologique.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le code de l'éducation notamment ses articles L. 551-1 et R. 551-13,

**VU** la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République,

**VU** le décret n°2016-1051 du 1<sup>er</sup> août 2016 relatif au projet éducatif territorial et à l'encadrement des enfants scolarisés bénéficiant d'activités périscolaires,

**VU** le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques,

**VU** la circulaire interministérielle du 19 décembre 2014 pour la promotion de la généralisation des projets éducatifs territoriaux sur l'ensemble du territoire,

#### **CONSIDÉRANT**

- la volonté de pérenniser un cadre de partenariat entre les acteurs éducatifs du territoire et un accueil à forte ambition éducative par le biais du Plan mercredi ;
- la volonté d'affirmer une politique éducative ambitieuse avec les parents, les enseignants, les associations, les partenaires institutionnels, la mobilisation de tous les services municipaux ;

**Sa commission municipale n°1, Vie éducative réunie le 20 juin 2023 consultée ;**

**VU** le rapport de Madame **Fabienne MALANDAIN**, Adjointe au Maire en charge de l'Enfance et de la Vie éducative, de la Jeunesse, de l'Environnement et des Transitions écologiques ;

**Après en avoir délibéré,**

#### **DÉCIDE**

- **D'adopter** le PEdT pour la période 2023 - 2026 ;
- **De signer** la convention contractualisant le PEdT entre la ville de Montivilliers et les partenaires institutionnels et financiers.

**Sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

**Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.**

**Pour extrait conforme au registre dûment signé.**

Envoyé en préfecture le 11/07/2023

Reçu en préfecture le 11/07/2023

Publié le



ID : 076-217604479-20230705-M\_DL230703\_110-DE

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*